

Zaventem, le 18 octobre 2015

*Communiqué de presse*

***La N-VA dénonce les soins médicaux gratuits des policiers.  
La N-VA ne serait donc pas l'amie des policiers ?***

Nous avons eu la mauvaise surprise de lire dans "De Tijd" d'hier que le Parlementaire N-VA Degroote remettait violemment en question les soins gratuits dont les policiers sont bénéficiaires, considérant que c'était une « extravagance » selon ses propres mots. Selon ce Parlementaire, il n'était pas juste que les policiers bénéficient d'un traitement différent des autres citoyens qui, eux, doivent payer. C'est assez bizarre de constater qu'un N-VA, lorsqu'il parle de notre statut, ose utiliser le terme justice. Et il est encore plus étonnant de constater que dans la logique N-VA, tout avantage donné à une catégorie (professionnelle) doit être égale à ce que reçoivent tous les autres citoyens : c'est digne de l'idéologie socialiste, voire même communiste.

Le Chef de cabinet du ministre de l'Intérieur nous a informés que ce Parlementaire parlait en fait ... en son nom propre, qu'il n'avait aucun mandat ni du parti, ni du ministre. Et le Chef de cabinet de nous rassurer aussi sur les intentions du ministre : pas question de toucher à cet avantage !

L'attitude de ce Parlementaire est donc particulièrement inélégante et injuste lorsqu'il met à l'index un avantage justifié en ce qui concerne notre métier. Toutes les corporations ont des avantages et des désavantages. Ainsi, d'autres métiers ont des avantages dont les policiers ne bénéficient pas, et nous ne les envions pas nécessairement.

Peut-être que ce Parlementaire NV-A qui prêche l'égalité pour tou(te)s, devrait se regarder dans le miroir et se questionner pour savoir si tous les avantages liés à son statut de Parlementaire ne sont pas cruellement excessifs par rapport à la situation de la plupart de ses concitoyens ? Dans un prochain tract, nous reviendrons sur les avantages dont cette catégorie (très confortablement munie) bénéficie.

Mais nous pouvons déjà dire que le fonctionnaire de police moyen ne peut pas bénéficier d'un véhicule de société fiscalement avantageux. Il ne peut pas non plus bénéficier d'un système de chèques repas. Il ne peut pas bénéficier d'un système d'assurances groupe en diverses matières. Il ne peut pas cumuler son métier avec une activité



complémentaire. Il n'a plus vu une augmentation de son revenu depuis ... 15 ans.  
Etc ...

En plus, ce « *spécialiste de la police* » de la NV-A oublie un détail important. Beaucoup trop de collègues victimes d'un accident grave de travail – par le fait de violence d'un tiers ou d'un accident – sont littéralement abandonnés par leur employeur (les autorités politiques) en matière de paiement de frais médicaux, et doivent assumer seuls (avec leur famille) des coûts parfois exorbitants. Le SLFP Police a soulevé le problème de nombreuses fois sans que ces « *spécialistes de la police* » du Parlement ne fassent quoi que ce soit.

Les membres de la N-VA essaient depuis bien longtemps de faire croire qu'ils sont les « *amis* » des policiers. Mais vraiment, lorsqu'on constate la débâcle en matière de « *solution* » à notre problème de pension, solution émanant d'un ministre NV-A, joyeusement rejoint par un « *syndicat apolitique* » - apparaît le fait évident qu'ils ne partagent pas du tout la même réalité que nous, policiers. Un parti qui remet constamment en question notre statut par une politique de dénigrement auprès des citoyens, n'est en fait pas l'ami des policiers.

Nous devrions avoir un rendez-vous avec le ministre de l'Intérieur à propos de notre cahier revendicatif. Cela ne vous étonnera pas d'apprendre qu'après 15 ans de statut quo de nos revenus, la revendication essentielle pour le SLFP Police est une augmentation barémique. Tout comme nous, vous êtes certainement curieux de voir comment le ministre de l'Intérieur et avec lui, notre « *amie* » la NV-A, vont réagir à ce sujet : vont-ils enfin avoir un geste pour les membres du secteur policier, ou vont-ils se dévoiler complètement en refusant une réalité de 15 ans ?

*Ab amicis honesta petamus*

*À un ami, on ne doit demander que ce dont il est capable.*

Vincent **Gilles**  
Président National  
+32475304864

Vincent **Houssin**  
Vice-président national  
+32485184952

